



## FOURNITURES DE PETITS MATERIELS INFORMATIQUES ET CONSOMMABLES

### Cahier des Clauses Particulières (CCP)

*Numéro de procédure : 2026-GR-02*

#### Appel d'offre ouvert

- Articles L2124-1 et 2, R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert)
- Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)

### 1.1 – Objet

Accord-cadre relatif à l'achat de fournitures, petits matériels et consommables informatiques, pour le compte des organismes de sécurité sociale suivants, réunis en groupement de commande :

Urssaf des régions Normandie, Nord Pas-de-Calais, Picardie et Centre-Val de Loire.

Les conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre sont définies dans le présent document (CCP).

### 1.2 – Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

L'Urssaf Normandie, pouvoir adjudicateur, représentant le groupement de commande, désignée dans le présent marché par l'expression « *Urssaf Normandie* » ou « *l'organisme* »

Et

- D'autre part : l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCP par l'expression « *le titulaire* ».

### 1.3 – Procédure – Forme du marché – Groupement de commandes

Le contrat conclu sera un accord-cadre mono attributaire, relatif à l'achat de fournitures, à prix unitaires, passés par bons de commande en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est l'appel d'offres ouvert (articles L2124-1 et 2 et R2124-1 et 2 du code de la commande publique).

L'exécution de l'accord-cadre sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures et Services Courants (CCAG-FCS), en vigueur, sauf dérogations mentionnées au présent document.
- Toute autre réglementation afférente à son objet.

#### **Groupement de commande**

Conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, la convention constitutive de groupement définit les règles de fonctionnement du groupement de commande et confie à l'Urssaf Normandie la charge de mener à bien l'ensemble de la procédure de passation au nom et pour le compte des autres membres du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité Sociale, ainsi qu'aux dispositions de la convention constitutive de groupement de commande, l'Urssaf Normandie signe et notifie chaque contrat, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

### 1.4 – Allotissement – Prestations et quantités

#### **Prestations et fournitures**

L'accord-cadre qui sera conclu à l'issue de la consultation a pour objet l'achat de fournitures et de consommables informatiques suivantes :

- Batterie et composants pour PC portable
- Disque dur
- Casque / micro-casque

- Clavier (avec ou sans fil)
- Souris (avec ou sans fil)
- Tapis de souris
- Câble HDMI
- Câble RJ45
- Câble display port
- Multiprise / rallonge secteur
- Lingettes pour écran
- Filtre de confidentialité
- Sac à doc pour PC portable
- Cartouches d'encre / toners d'impression pour imprimantes hors périmètre national

Cette liste est non exhaustive. L'accord-cadre conclu à l'issue de la consultation fixe toutes les stipulations contractuelles relatives à l'exécution des fournitures.

### **Allotissement**

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur décide de ne pas allouer le marché car :

- La dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ;
- La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Par conséquent, le contrat sera conclu avec le seul attributaire retenu à l'issue de la procédure de consultation.

### **Quantités**

L'accord-cadre objet de la présente consultation :

- Sera exécuté au fur et à mesure par l'émission de bons de commande, sans remise en concurrence et selon les modalités définies dans les documents particuliers.
- sera conclu sans montant minimum. Les quantités indiquées dans les documents particuliers sont indicatives et non contractuelles ; elles permettent seulement d'analyser les offres entre elles.
- devra présenter un montant maximum en valeur ou en quantité, conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique. Ainsi, le montant total des dépenses, sur toute la durée, toutes reconductions confondues ne pourra pas dépasser : 800 000 € HT

La nature des besoins étant difficilement prédictible, les montants des dépenses maximum indiqués ci-dessus ne constituent pas une garantie de dépenses effectives.

Il est rappelé aux candidats qu'en vertu des dispositions régissant les bons de commande, l'atteinte du montant maximum constitue une condition résolutoire impérative de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution restante.

A titre indicatif, le montant de l'accord-cadre a été estimé à : 450 000 € HT

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre informatif et indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

## **1.5 – Langue**

Toute correspondance relative à l'exécution de l'accord-cadre est rédigée en français.

## **1.6 – Délais d'exécution des prestations**

La computation des délais fixés dans l'accord-cadre est telle que décrite à l'article 3.2 du CCAG-FCS. Les délais fixés en jours ouvrés sont tels que définis à l'article 3.2.5 de ce même document.

Le dépassement de ces délais par le titulaire peut entraîner l'application des pénalités de l'article 7 du présent document. Les périodes de congés annuels du titulaire ne donnent droit à aucune réduction de délais, diminution ou restriction des fréquences, prestations et temps à passer pour l'exécution du marché.

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant.

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes (à l'exception de l'annexe 1), l'ensemble daté et signé par les deux parties.
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) en vigueur, sauf dérogations mentionnées à l'article final du présent document.
- L'annexe 1 de l'Acte d'Engagement, datée et signée.
- Tous autres éléments de l'offre du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les documents originaux conservés dans les archives de l'Urssaf Normandie font seuls foi.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents de l'accord-cadre et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

## ARTICLE 3 – DUREE – RECONDUCTION – COMMENCEMENT D'EXECUTION

### Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du 26 juillet 2026.

### Reconduction

A l'issue de cette période, il sera reconduit annuellement et tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 3 fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire le marché, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une télécopie ou d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé dans le marché que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

En tout état de cause, l'accord-cadre ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 48 mois, toutes reconductions confondues.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

### 4.1 – Prix

#### Etablissement des prix – Paiement

Les prix de l'accord-cadre sont des prix fermes et unitaires comprenant les prestations indiquées au présent CCP.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'Urssaf Normandie (appelé mois « zéro » soit m0). Ces prix seront établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables.

Types de prix	Modalités de paiement applicables	
Fournitures à prix unitaires, déclenchées par bons de commande	Paiement selon les quantités réellement exécutées par le titulaire, à terme échu, après notification du bon de commande.	Selon les conditions relatives aux délais de paiement définies aux articles R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.

Il ne sera pratiqué aucune retenue de garantie.

## **Contenu des prix**

Ces prix sont augmentés, le cas échéant et si applicable, de la TVA en vigueur au moment de l'exécution de l'accord-cadre. Sans préjudice des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ils comprennent tous les frais afférents :

- Aux prestations et fournitures elles même (ou souscrites ultérieurement par voie d'avenant), ainsi qu'à leur fabrication, livraison, transport, logistique, manutention, ainsi qu'à toute main d'œuvre nécessaire à leur bonne exécution
- A la prise de toute mesure particulière par le titulaire destinée à assurer la protection de la santé de ses salariés.
- A la mise à disposition de tout outil dématérialisé permettant le suivi des prestations, si proposé dans l'offre initiale, ou souscrit ultérieurement par avenant.
- Aux charges fiscales, parafiscales, droits de douanes et autres frappant légalement et/ou obligatoirement les prestations prévues à l'accord-cadre.
- A la facturation / exécution financière relative à l'accord-cadre (sauf intérêts moratoires).
- A l'assurance, garantie, ajournement ou rejet des prestations visées à l'accord-cadre, ainsi que leur nouvelle exécution conforme.
- A tous frais de personnel exécutant (déplacement / repas / transport / logement / remplacement) jusqu'à l'exécution conforme des prestations prévues à l'accord-cadre.
- A tous documents mis à disposition ou établis par le titulaire, ainsi que leurs frais de préparation, d'élaboration et leur éventuel conditionnement et livraison.

Les prix sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations. Ne sauraient notamment justifier de supplément de prix :

- Toutes imprécisions, omissions, erreurs ou contradictions dans les documents de l'accord-cadre.
- Les anomalies survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et ne présentant pas les caractères de la force majeure ou de l'imprévision, ainsi que les aléas donnant naissance à une interruption temporaire des prestations (sans bouleverser l'économie du marché). Ces éléments sont déjà compris dans l'économie et les prix de l'accord-cadre.

## **Prix du catalogue**

Les membres du groupement de commande se réservent la possibilité de commander, des fournitures ne figurant pas sur le bordereau des prix unitaires. Pour ces fournitures, une remise contractuelle est appliquée aux tarifs du catalogue des prix publics du titulaire, pour l'année en cours, et selon le taux figurant dans l'Acte d'Engagement.

Le titulaire est engagé contractuellement sur l'application de cette remise, tout au long du marché.

## **Révision des prix de l'accord-cadre**

La révision annuelle des prix renseignés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement ne peut intervenir qu'à compter de la date anniversaire du contrat. Aucune révision des prix ne pourra intervenir avant la 2<sup>e</sup> année d'exécution du contrat. La révision peut intervenir à la hausse comme à la baisse, par application des formules et des indices suivants :

$$P = P0 \cdot (0,15 + 0,85 \cdot (I_n / I_0))$$

P = Prix révisé

P0 = Prix initial

I<sub>n</sub> = Indice de référence : Indice de prix d'importation de produits industriels -CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques (Identifiant 010765308) – référence du mois de révision des prix

I<sub>0</sub> = Indice de référence : Indice de prix d'importation de produits industriels -CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques (Identifiant 010765308) – référence du mois M° (mois correspondant à la DLRO) puis indice utilisé lors de la précédente révision

S'il souhaite proposer une révision de ces prix, le titulaire doit adresser les nouveaux prix et valeurs des indices par lettre recommandée avec accusé de réception à l'organisme, au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. A défaut, les prix en vigueur continuent de s'appliquer pour la nouvelle année d'exécution de l'accord-cadre.

L'organisme peut également décider de la révision des prix du marché, à partir de la date de révision, sans préavis, dans les conditions énoncées ci-dessus. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision de révision des prix.

## **Révision de prix des tarifs publics (références hors BPU)**

La révision annuelle de prix des tarifs publics du titulaire ne peut intervenir qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année civile. Elle peut intervenir à la hausse, comme à la baisse. Aucune révision des prix ne pourra intervenir avant la 2<sup>e</sup> année civile d'exécution du contrat.

S'il souhaite proposer une révision de ces prix, le titulaire doit adresser le nouveau tarif applicable par lettre recommandée avec accusé de réception à l'organisme, au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. A défaut, les prix du tarif en vigueur (catalogue) continuent de s'appliquer pour la nouvelle année d'exécution de l'accord-cadre.

## **Clause de sauvegarde**

Avant révision, et suite à la demande de révision adressée par le titulaire, en cas de hausse constatée des prix du marché supérieure à 4% par rapport aux prix précédents, l'organisme pourra rejeter ces nouveaux prix.

A compter de la date de notification de cette décision de rejet, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés afin de proposer une révision des prix dont le pourcentage est inférieur ou égal au pourcentage susmentionné. En cas de refus de celui-ci ou après expiration de ce délai sans réponse de sa part, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 11 du présent document.

## **4.2 – Demandes de paiement et facturation**

- Les organismes membres du groupement de commandes intègrent la solution de facturation dématérialisée décrite ci-après, et le titulaire de l'accord-cadre est dans l'obligation de se conformer au mode opératoire suivant, en vertu des dispositions prises par chacun des membres du groupement :

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire, au compte ouvert au nom du prestataire, et transmises par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> portant les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- L'intitulé précis des prestations réalisées ;
- le nom du TITULAIRE ;
- le montant total HT et TTC ;
- les taux et montants de TVA ;
- la date de la facture ;
- le cas échéant, la déduction des prestations sous-traitées (nature, quantités, montant) ;
- la date de facturation, l'identification du destinataire des factures (demande à effectuer à chaque organisme).

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme passant commande. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme passant commande.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'organisme contractant la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement doivent indiquer au niveau du cadre de réponse financier, la répartition détaillée des prestations que chacun d'entre eux s'engage à exécuter (article R.2142-20 du Code de la commande publique). En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

La facturation électronique est régie par les articles D.2192-1 à D.2192-3 du code de la commande publique, et ses modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

A défaut, les demandes et factures afférentes aux paiements seront établies en un original et deux copies au nom de chaque organisme concerné.

Cette facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes : les nom et adresse du titulaire, ses numéros SIRET et de son compte bancaire, la nature des prestations exécutées, la période d'exécution objet de la facture, les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes, le taux et le montant de la TVA et toutes taxes applicables au moment de la facturation, la date de facturation, la référence de l'accord-cadre.

**URSSAF NORMANDIE**

61, rue Pierre Renaudel  
CS 92035  
76 040 ROUEN CEDEX 1

**URSSAF Picardie – Siège social**

Service ordonnancement  
1 avenue du Danemark  
Vallée des Vignes  
CS 42901  
80029 Amiens Cedex 1

**URSSAF Centre Val de Loire**

Pôle AML  
6 rue Louis Armand  
41 025 Blois Cedex  
OU aml.centre@urssaf.fr

**URSSAF Nord Pas de Calais – Siège social**

293 avenue du Président Hoover  
BP 20001  
59032 Lille Cedex

### 4.3 – Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

### 4.4 – Réfaction de prix – Paiement au *prorata temporis*

L'organisme pourra faire application des dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS en cas de prestations admises en l'état sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités :

- En cas de non-respect des quantités de prestations prévues à l'accord-cadre ou au bon de commande.
- En cas de défaut affectant la qualité des prestations, l'organisme pourra procéder de lui-même au paiement de celles-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle des prestations.
- En cas de prix public pour composant hors forfait non justifié par le titulaire, l'organisme pourra procéder au paiement sur la base de tout prix public non remisé pour un composant équivalent en termes de fonction et de qualité.

La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

### 4.5 – Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionné à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 4.6 – Cession et nantissement de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique est celle désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## **5.1 – Bons de commande - Ordres de service**

### **Bons de commande**

Chaque commande de fournitures fera l'objet au préalable d'un bon de commande notifié au titulaire. Aucune fourniture ne pourra être réglée sans passation préalable d'un bon de commande ; toute commande prendra effet à compter de la date de notification du bon de commande.

Le bon de commande comportera les mentions suivantes :

- Numéro et objet du marché.
- Numéro de la commande.
- Désignation et quantité des fournitures commandées, par références du titulaire.
- Date d'émission.
- Prix en € HT et TTC, applicables par référence aux prix du marché et taux de TVA applicable.

L'article 3.1 du CCAG-FCS permet l'émission de bons de commande par voie dématérialisée, par tout moyen permettant d'en attester la date d'envoi et la date de réception par le titulaire (ex : télécopie, courriel).

Conformément aux conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 relatifs à la commande publique, les bons de commande pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché : le titulaire devra alors en continuer l'exécution, même si celle-ci se poursuit au-delà du terme du marché, dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation de remise en concurrence périodique.

Aucun bon de commande ne pourra être notifié au-delà du terme du marché.

En cas de résiliation du marché, il ne peut plus être notifié de bons de commande au titulaire. Cependant, celui-ci sera tenu à la bonne exécution des prestations/fournitures commandées antérieurement à la date de résiliation du marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut, en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent marché.

Le refus d'exécution d'un bon de commande par le titulaire peut entraîner l'application des pénalités définies à l'article 7 du présent document.

### **Ordres de service**

Les ordres de service sont respectivement définis et régis par les articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS. Ils peuvent être notifiés au titulaire par tous moyens permettant d'en attester la date de réception par le titulaire ou par courriel.

## **5.2 – Evolution des fournitures**

Le titulaire a obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des références figurant sur le bordereau de prix unitaires y compris pour les fournitures de marque générique. Le titulaire a toutefois la faculté pendant la durée du marché de proposer :

- des modifications sur ses produits en vue de leur amélioration ;
- l'introduction de nouveaux produits dans le catalogue, tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre du marché.

En cas de substitution d'un produit par un autre à la demande du titulaire, les nouveaux produits proposés devront présenter une qualité au moins égale à celle des anciens produits ; ils seront proposés à prix au plus égal. Toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord express de l'organisme.

## **5.3 – Exécution du marché par carte d'achats**

Dès notification du marché, les organismes disposant de carte d'achat pourront exécuter le présent marché par carte achat. Le nombre d'organismes concernés pourra évoluer en cours de marché.

### **Conditions et modalités d'émission des bons de commande par cartes d'achats**

Les commandes passées au titre du présent marché pourront être notifiées au titulaire par tout porteur de cartes d'achats au sens du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004. Ce mode de passation constitue un moyen supplémentaire ou alternatif d'émission des bons de commande (et le cas échéant, n'abroge pas les autres modalités de leur émission prévues au présent marché qui demeurent applicables pour la partie du marché s'exécutant hors cartes d'achats).



En plus des mentions obligatoires prévues au présent marché, les bons de commande émis par les porteurs de cartes d'achats devront impérativement comporter :

- pour les commandes passées à partir du site Internet du titulaire (portail en cas de commande en ligne) : les nom-prénom du porteur,
- pour les commandes passées par fax ou courriel : les nom-prénom, coordonnées et signature du porteur ; ainsi que le numéro de la carte d'achat, sa date de validité et enfin, le numéro de compte client chez le titulaire.

b) Vérification des commandes passées par cartes d'achats :

Lors d'une commande par cartes d'achats, le titulaire s'engage à effectuer une demande d'autorisation auprès du centre d'exploitation de l'émetteur de la carte visant à vérifier la qualité du porteur en contrôlant ses droits et habilitations préalablement déterminés par l'administration.

Une fois l'autorisation obtenue, la commande est enregistrée et le processus de livraison ou d'exécution de la prestation peut être déclenché par le titulaire.

Dès réalisation de la prestation ou de la livraison, celui-ci peut procéder à la demande de règlement automatique par télécollecte auprès de l'émetteur de la carte achat.

c) Recours :

En cas de contestation sur la livraison, l'organisme membre du groupement de commande dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la demande de paiement par le titulaire à l'émetteur, pour notifier ses réserves. Cette contestation doit être adressée à la fois au titulaire et à l'émetteur la carte achat.

S'agissant des litiges relatifs aux montants des factures, l'organisme membre du groupement de commandes dispose d'un délai de 30 jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'émetteur pour lui notifier ses observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place conjointement avec l'émetteur des cartes d'achats un dispositif d'avoir au bénéfice des porteurs de cartes d'achats concernés par ces contestations. En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, particulièrement à la fin du marché, l'organisme membre du groupement de commande se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

**Caractéristiques des cartes d'achats et modalités de paiements du titulaire.**

Les cartes d'achats délivrées par l'émetteur aux porteurs sont des cartes à autorisation systématique imposant au titulaire du présent marché l'obligation d'obtenir l'accord de l'émetteur avant le traitement d'une commande et ce quel que soit le montant de la transaction.

**Limitation du recours aux cartes d'achats**

S'agissant des commandes passées par cartes d'achats, le titulaire s'engage :

- à ne pas effectuer de livraisons partielles sauf accord du porteur,
- à effectuer une nouvelle demande d'autorisation auprès de l'émetteur préalablement à toutes télécollectes dès lors que la date de fin de validité de cette autorisation a expiré.

**Utilisation d'un dispositif de commandes dématérialisées pour la passation des commandes par cartes d'achats.**

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une solution de commandes dématérialisées au profit des porteurs de cartes d'achats tels que définis aux paragraphes précédents.

Les modalités afférentes à l'utilisation de ce portail d'achats, aux paramétrages des comptes des porteurs, aux modalités de filtrage, vérifications d'identité des porteurs seront définies entre le titulaire du marché et l'administrateur de cartes d'achats de l'organisme membre du groupement de commande (nommé par décision expresse de l'ordonnateur) dans un protocole d'accord conforme aux dispositions du présent marché.

Par dérogation aux stipulations du présent marché s'agissant des modalités de mises à jour du catalogue figurant sur le portail Internet du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur autorise le titulaire à mettre à jour tout élément constituant ce catalogue à conditions que les modifications induites n'emportent pas d'incidences financières. En tout état de cause, le titulaire s'engage à informer l'administrateur de cartes d'achats ainsi que tous les porteurs dûment désignés de toutes les modifications apportées.

## 5.4 – Organisation des livraisons

Les livraisons s'effectuent aux sites aux jours et heures ouvrés de chaque site après avoir convenu d'un rendez-vous avec l'interlocuteur logistique désigné.

Elles s'effectuent franco de port et aux frais et risques du titulaire. Les adresses des sites pourront évoluer et l'organisme veillera à tenir informer le titulaire de tout changement. Le nombre de livraisons effectué sur une année civile ne saurait ouvrir droit, au bénéfice du titulaire, à des frais de livraison supplémentaires.

Le titulaire devra respecter le délai maximal de livraison auquel il s'est engagé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

**Les livraisons réalisées et non prévues au contrat ou par un bon de commande ne pourront faire l'objet d'un règlement.**

### Transport

Les fournitures seront livrées dans les conditions prévues aux articles 8.1, 8.3, 20.2 et 20.3 du CCAG-FCS, en assurant une protection optimale pendant le transport et le dépôt sur site, soit par le personnel du titulaire, soit par le biais d'un transporteur professionnel.

### Bon de livraison

A l'issue de la livraison, le titulaire (ou son transporteur) fournit à l'organisme un bon de livraison daté et signé, en double exemplaire (un pour lui, un pour l'organisme). Ce document comprend à minima les mentions suivantes :

- ☐ Identification du titulaire
- ☐ Identification de l'organisme destinataire
- ☐ Identification du personnel de livraison et du personnel de l'organisme habilité à recevoir les fournitures
- ☐ Identification du matériel de déchargement
- ☐ Détail des fournitures livrées
- ☐ Les réserves mentionnées par l'une ou l'autre des parties pendant la livraison

La signature contradictoire du bon de livraison, par les deux parties, atteste de la seule réception des fournitures par l'organisme et met fin aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples décrites à l'article 28.1 du CCAG-FCS. En aucun cas **cette signature ne saurait valoir admission des fournitures livrées.**

### Adresses et référents des sites de livraison

A titre indicatif, les coordonnées des différents sites prenant part à ce marché sont partagées ainsi que les noms des référents logistiques ou du personnel gestionnaire correspondant. Les interlocuteurs sur ce marché peuvent aussi être des agents rattachés au service informatique.

Les livraisons s'effectueront obligatoirement les jours et heures ouvrés des sites des organismes :

URSSAF Normandie	Rouen – Siège social 61, rue Pierre Renaudel CS 92035 76040 Rouen Cedex 1	M. BECQUET 02 35 58 39 18 06 07 42 56 55 didier.becquet@urssaf.fr
	Dieppe 5 quai du Tonkin 76200 Dieppe	M. GUEROUT 02 35 06 38 93 06 49 88 77 56 jerome.guerout@urssaf.fr
	Le Havre 33 rue Alexandre Durand 76600 LE HAVRE	M. HEUZE 02 35 19 15 98 06 59 46 17 82 jean-jacques.heuze@urssaf.fr
	Evreux Parc de la Forêt, 209 Rue Henri Becquerel BP 250 27000 Evreux	M. SOREL 02 32 28 68 18 06 64 39 50 76 julien.sorel@urssaf.fr
	Caen - Unicité 20, rue Alfred Kastler 14000 Caen	M. KERRAOUI 07 60 61 05 02 yanis.kerraoui@urssaf.fr

	Caen 22, rue d'Isigny CS 60001 14045 Caen Cedex 9	M. LAVACHE 02 31 29 27 97 06 37 43 39 68 fabien.lavache@urssaf.fr
	Alençon Rue François Arago – ZA Ecouves Valframbert 61250 Alençon	M. KERRAOUI 07 60 61 05 02 yanis.kerraoui@urssaf.fr
	Saint Lo 1, rue de la laitière normande CS 81313 50000 Saint Lô Cedex	M. GUILLEMET 02 33 72 13 11 06 76 71 84 44 wilfried.guillemet@urssaf.fr
URSSAF Centre Val de Loire	Olivet – Siège social 258, Boulevard Duhamel Du Monceau 45160 OLIVET	M. DAUBRY 06 45 69 81 91 benoit.daubry@urssaf.fr  Mr BOUDJEDIA 02 45 40 07 70 ou 06 48 24 90 55 rabah.boudjedia@urssaf.fr  M. GIGAULT 02 45 40 07 77 ou 06 77 09 38 76 jeremie.gigault@urssaf.fr  M. SANTA CRUZ 02 38 42 53 23 ou 06 62 96 67 54 vincent.santa-cruz@urssaf.fr
	Chartres 8 bis, rue Garola 28000 CHARTRES	Mme SERREAU 02 37 18 44 06 ou 06 45 69 98 49 marie-christine.serreau@urssaf.fr
	Châteauroux 156 avenue de la Châtre 36000 CHATEAUROUX	M. SMIHI 02 48 68 21 18 ou 06 63 35 12 20 vincent.smihi@urssaf.fr
	Bourges 4, esplanade du Prado 18000 BOURGES	M. SMIHI 02 48 68 21 18 ou 06 63 35 12 20 vincent.smihi@urssaf.fr
	Tours 1 rue Fleming 37000 TOURS	Mme ROGER 02 47 33 39 44 ou 06 38 76 86 01 pauline.roger@urssaf.fr
	Blois 6 rue Louis Armand 41025 BLOIS Cedex	Mme FESNEAU 02 54 52 78 42 ou 06 08 63 92 64 aml.centre@urssaf.fr  Mme JALLON 02 54 52 78 65 ou 06 60 53 22 37 aml.centre@urssaf.fr  Mme JIMENEZ 02 54 52 78 41 ou 07 63 56 50 26 aml.centre@urssaf.fr  Mme TESSIER 02 54 52 78 41 aml.centre@urssaf.fr
URSSAF Nord Pas de Calais	Lille – Siège social 293 avenue du Président Hoover 59032 LILLE Cedex	M. EL HASSAN 03 27 22 32 60 ou 06 03 30 25 62 franck.elhassan@urssaf.fr
	Arras 13, Boulevard du Président Allende 62000 ARRAS	

	Calais 95 rue de Vic 62100 CALAIS	
	Douai 56 rue Pierre Dubois 59500 DOUAI	
	Valenciennes 31 place de la République 59300 VALENCIENNES	
	Tourcoing 28 avenue de la Marne 59200 TOURCOING	
URSSAF Picardie	Amiens – Siège social 1 rue du Danemark 80000 Amiens	M. ANCEL 06 60 11 75 96 stephane.ancel@urssaf.fr
	Beauvais 11, Rue Ambroise Paré 60015 Beauvais	
	Saint Quentin 31, boulevard Roosevelt 02100 Saint-Quentin	

## Montant minimum de commande par livraison

Dans un objectif d'optimisation des livraisons et de diminution de l'empreinte carbone, il est défini un montant minimum de commande à 60 euros TTC par site de livraison.

Dans le cas où ce montant minimum de commande par livraison n'est pas atteint, le titulaire doit se rapprocher de l'interlocuteur logistique concerné pour valider ou non le maintien de la commande et, le cas échéant, prévoir un report de livraison groupée avec une ou des commande(s) permettant d'atteindre ce montant minimum.

## Dommages aux fournitures

En cas de dommages aux fournitures visées au présent marché, les dispositions des articles 8 et suivants du CCAG-FCS s'appliquent.

### Modalités

Les fournitures seront livrées dans les conditions prévues aux articles 8.1, 8.3, 20.2 et 20.3 du CCAG-FCS, en assurant une protection optimale pendant le transport et le dépôt sur site, soit par le personnel du titulaire, soit par le biais d'un transporteur professionnel. La livraison et le conditionnement devront permettre également un stockage immédiat des fournitures sur le site de l'organisme.

A l'issue de la livraison, le titulaire fournit à l'organisme un bon de livraison daté et signé, en double exemplaire (un pour lui, un pour l'organisme). Ce document comprend a minima les mentions suivantes :

- ☐ Référence du marché
- ☐ Identification du titulaire
- ☐ Identification de l'organisme destinataire
- ☐ Identification du personnel de livraison et du personnel de l'organisme habilité à recevoir les fournitures
- ☐ Détail et prix des fournitures livrées
- ☐ Les réserves mentionnées par l'une ou l'autre des parties

La signature contradictoire du bon de livraison, par les deux parties, atteste de la réception des fournitures par l'organisme et met fin aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples décrites à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

**Cette signature ne saurait valoir admission des fournitures livrées.**

## Conditionnement détérioré ou non conforme

En cas de conditionnement détérioré ou non conforme à l'article 20.2.1 du CCAG-FCS, l'organisme pourra refuser la livraison en faisant application des dispositions des articles 28.1 et 30 et suivants du CCAG-FCS. Les délais d'exécution du marché ne sont pas interrompus ou suspendus. Les frais d'enlèvement sont supportés par le titulaire, qui doit alors procéder à une nouvelle livraison, dans les mêmes conditions que la livraison initiale, à ses frais et risques.

## 5.5 – Reprise et traitement des consommables usagés

Le titulaire doit mettre à disposition, dans chaque organisme qui le souhaite et le demande, des bacs appropriés à recevoir les consommables usagés. Ces bacs sont évacués et remplacés par de nouveaux bacs, selon les fréquences et les modalités qui seront à définir avec l'organisme demandeur. Le titulaire en assure ensuite le transport, conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'enlèvement.

Le titulaire prend toutes les dispositions appropriées pour garantir la traçabilité du traitement des déchets, du point de collecte jusqu'à la fin de leur traitement en fournissant un bordereau. Il présente, sur simple demande de l'organisme tous les justificatifs et tous les éléments utiles à faire la preuve qu'il a respecté les dispositions ci-dessus.

## 5.6 – Indisponibilité/Incidents – Service minimal

A défaut de respect des dispositions énoncées ci-après, le titulaire est réputé défaillant au regard de ses obligations contractuelles. Le défaut d'information de l'organisme suite à indisponibilité ou incident peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

### Indisponibilité du titulaire

En cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme concerné au moins 2 jours ouvrés à l'avance, ou, en cas d'impossibilité liée à la survenance d'un événement imprévu, dans les plus brefs délais. La présente disposition ne s'applique pas pour les visites ou réunions convenues et notifiées moins de 2 jours ouvrés avant leur exécution par l'organisme.

### Incidents affectant l'exécution des prestations

Tout arrêt ou incident temporaire, toute imprévision, sujétion technique, élément présentant les caractères de la force majeure, arrêt permanent ou incident grave affectant la qualité ou les délais d'exécution des prestations fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai de trois jours ouvrés, adressé au service des achats de l'organisme.

## 5.7 – Qualité - Garanties légales et contractuelles

### Qualité

Le titulaire du marché s'engage à livrer des fournitures dans leur emballage d'origine (produits neufs) ou approprié (seconde main), en parfait état, et dont la qualité attendue est au moins égale aux spécifications indiquées dans les documents du marché. Elles seront impérativement conformes aux normes françaises, européennes applicables (CE, REACH, RoHS, etc.) et devront bénéficier d'une autorisation de mise en vente et de circulation. Cette autorisation pourra être réclamée par l'organisme à n'importe quel moment de l'exécution du marché, sur simple demande adressée au titulaire.

### Garanties légales

Le titulaire garantit les fournitures au titre des dispositions des articles 1641 à 1649 du code civil.

### Garantie contractuelle

La garantie applicable aux fournitures livrées par le titulaire dans le cadre du présent contrat ne saurait être inférieure à la durée renseignée à l'article 33 du CCAG-FCS (soit 12 mois). La portée de cette garantie est décrite à cet article.

### Exclusions de garantie

1. Interventions résultant d'une détérioration volontaire ou accidentelle (bris, malveillance, influences ambiantes nuisibles, orages) et force majeure (cf. article 8.3 du CCP).
2. Interventions résultant d'un usage anormal des fournitures objet de l'accord-cadre.
3. Interventions résultant de modifications sur les fournitures objet du présent accord-cadre par une autre personne que le titulaire.
4. Interventions portant sur des fournitures sous garantie, dont le titulaire n'est ni fournisseur, ni constructeur.
5. Interventions nécessitées par les prestations ou aménagements effectués par d'autres entreprises.

### Echange standard

Pendant la période de garantie légale ou contractuelle, et sans préjudice des dispositions de l'article 33.2 du CCAG-FCS, en cas de vice de matière ou défaut de fabrication empêchant l'utilisation normale d'une fourniture objet du marché, le titulaire procèdera à l'échange standard contre des fournitures neuves ou de réemploi (si commande initiale ainsi) de technologie et qualité équivalente ou supérieure. Cet échange est déclenché sur simple demande de l'organisme, par ordre de service et oblige le titulaire à s'exécuter. Le titulaire assure entièrement cet échange à ses frais et risques.

### Faute du titulaire

Toute intervention de maintenance corrective rendue nécessaire par une faute du titulaire commise dans le cadre de l'exécution des prestations reste à ses frais et engage sa responsabilité.

## 5.8 – Information de l'organisme

Après livraison ou intervention sur site, le titulaire doit informer immédiatement l'organisme, par tous moyens :

- En cas d'inexécution ou d'exécution partielle des fournitures objet de l'accord-cadre.
- En cas de désordres constatés pendant l'exécution des fournitures objet de l'accord-cadre.

La mise à disposition d'un site Internet de suivi des livraisons de fournitures n'exempt pas le titulaire de son obligation immédiate d'information de l'organisme. Le défaut d'information de l'organisme peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

### **Interlocuteur unique marché**

En cas de désignation d'un interlocuteur unique par le titulaire, celui-ci est chargé du suivi d'exécution de l'accord-cadre. Les coordonnées de cet interlocuteur sont renseignées à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ou, à défaut, communiquées à l'organisme dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification ou de la date de prise d'effet de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur doit disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est chargé des missions suivantes (liste non exhaustive) : suivi global d'exécution des prestations, participation aux réunions de suivi, information de l'organisme dans tous les domaines techniques et réglementaires afférant aux fournitures, établissement de plans d'actions correctives, information de l'organisme sur l'activité de ses personnels dévolus pour chaque site, suivi de la facturation, résolution amiable des différends et litiges en correspondance avec l'organisme, suivi commercial.

### **Statistiques**

Le titulaire devra être en mesure de fournir des statistiques reprenant les coûts d'achats et quantités réalisés pour un ou plusieurs organisme(s) membre(s) du groupement et sur demande.

## 5.9 – Demandes de devis

Ne sont pas compris dans le marché :

- Les fournitures informatiques non comprises dans les bordereaux, ou le catalogue fournisseur.

Ces fournitures pourront faire l'objet de demande de devis. Pour cela, l'organisme pourra solliciter des devis gratuits auprès du titulaire, dans les conditions du présent contrat.

Ces devis sont présentés par le titulaire à la demande de l'organisme. Le devis doit être validé par l'organisme avant toute commande.

### **Modification du marché public et prestations complémentaires**

Les règles applicables à la modification des contrats qui seront notifiés à l'issue de la consultation sont décrites aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique. Aucune modification d'un contrat ne pourra aboutir à une modification substantielle de celui-ci, ni à une remise en cause des conditions initiales de mise en concurrence.

Les modifications de marchés entérinées par l'acheteur seront établies par voie d'avenants.

## 5.10 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison, dénomination ou de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'organisme et être appuyée, selon le cas, du nouveau RIB ou d'une copie certifiée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), le transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement et après signature d'un avenant.

L'organisme est en droit de refuser le changement de titulaire :

- 1) Si elle estime que le nouveau titulaire ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières suffisantes pour exécuter le marché OU ;
- 2) Si ce dernier fait l'objet d'une exclusion visée aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique OU ;
- 3) Si ce dernier n'a pas produit les documents exigés à l'article R2144-2 du code de la commande publique, après expiration du délai imparti.

## 5.11 – Intégralité des clauses du marché

Le fait, pour l'organisme, de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles ne saurait aucunement être interprété comme une renonciation définitive à l'obligation en cause.

## 5.12 – Conditions d'exécution

### CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

#### Réemploi et réutilisation :

Le catalogue du titulaire doit proposer une gamme ou des produits de seconde vie, correspondant à des biens de réemploi et de réutilisation. Cela peut prendre la forme de produits dits reconditionnés (réparés à l'identique puis remis sur le marché) ou de produits imparfaits (aspect esthétique mineur à mentionner ne rendant pas impropre à l'usage, et selon acceptation de l'organisme) ou de produits de seconde main sans réparation ou avec restauration à caractère d'upcycling.

Cette pratique s'inscrit dans l'obligation réglementaire vivement recommandée aux acheteurs publics autres que ceux d'état et des collectivités par le Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.

A cet effet, des références produits ont été identifiés au BPU afin d'en connaître le tarif et les caractéristiques. Cette liste n'est pas exhaustive et le cadre de réponse technique valorisera le nombre de références proposées dans l'offre des candidats ainsi que produits issus de matériaux recyclés.

#### Notion de réparabilité des modèles proposés :

Introduction de la notion de réparabilité des fournitures proposées et vendues. Les différentes fournitures doivent être réparables à n'importe quel moment du cycle d'utilisation. La prise en charge financière de cette réparation incombant à l'organisme ou au titulaire est dépendante de la durée d'engagement de garantie renseignée dans les conditions de garantie mentionnées à l'article 5.7 du présent document.

Le titulaire met à disposition de l'organisme le catalogue des pièces détachées disponibles à la réparation où la remise s'appliquera comme le catalogue classique (idéalement un seul et même catalogue).

L'organisme pourra commander les pièces détachées nécessaires seules et effectuer par lui-même la réparation appropriée si celle-ci est jugée sans difficultés. A défaut, le titulaire a l'obligation de proposer un service de réparation à deux niveaux :

- réparation simple pour changement de pièces accessibles à tous, si l'organisme ne souhaite pas le réaliser par lui-même ;
- réparation plus complexe consistant à une intervention à caractère plus technique, avec un savoir-faire.

### CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de sa politique d'insertion et de responsabilité sociale, le pouvoir adjudicateur impose au titulaire du marché la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'insertion sociale et professionnelle. Ainsi l'organisme souhaite que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles s'appuyant sur l'article 16 du CCAG – FCS

Le titulaire s'engage à réserver, pour l'exécution du marché, un volume d'heures de travail à des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, relevant notamment des catégories suivantes :

- demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail)
- bénéficiaires des minima sociaux (RSA ou de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS))
- jeunes de moins de 26 ans sans qualification ou en difficulté d'insertion professionnelle
- jeunes en situation de décrochage scolaire âgés de 16 à 25 ans et jeunes sans qualification ou diplômés justifiant d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- personnes reconnues travailleurs handicapés
- personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé, ou par des structures d'insertion par l'activité économique (IAE)
- seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi

La liste exhaustive des publics éligibles est disponible à l'article 16.1.1 du CCAG.

Modalités de mise en œuvre : emploi direct ou recrutement, sous-traitance de certaines de ses activités (conditionnement, livraison, etc.) à des structures d'insertion (SIAE, EA). Sans que l'URSSAF Normandie impose un volume d'heures annuel à réaliser, le titulaire devra s'astreindre à en réaliser impérativement.

Le titulaire devra transmettre à l'Urssaf un bilan annuel détaillant le nombre d'heures d'insertion réalisées, les profils des personnes recrutées (anonymisés) et les actions mises en œuvre pour accompagner les bénéficiaires.

## PLAN DE PROGRES – Application de l’article 58 de la loi AGECE

### Contexte réglementaire

Conformément à l’article 58 de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l’économie circulaire (AGEC), les marchés publics doivent favoriser l’économie circulaire en intégrant des produits issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage.

Le présent plan de progrès précise l’engagement du titulaire du marché.

### Objectifs du plan de progrès

A l’horizon 2027, le titulaire s’engage à atteindre les objectifs suivants, exprimés en pourcentage du montant annuel de dépense (hors taxe) au cours d’une année civile :

#### Pour les consommables d’impression

- Au minimum 25% issu du réemploi ou de la réutilisation, notamment par le recours à des cartouches et toners remanufacturés ou reconditionnés.
- Au minimum 25% intégrant des matières recyclées.

#### Pour les matériels informatiques

- Au minimum 25% issu du réemploi ou de la réutilisation.
- Au minimum 25% intégrant des matières recyclées.

Ces objectifs sont cumulables dès lors qu’un même consommable ou matériel répond aux deux critères.

Qu’appelle-t-on des cartouches remanufacturées ?

Les cartouches remanufacturées sont des consommables d’impression répondant aux objectifs de réemploi de la loi AGECE. Elles prennent la forme de cartouches récupérées et démontées, dont tout ou partie des éléments ont été inspectés, nettoyés et réglés, et dont les pièces usées ou endommagées ont été réparées ou remplacées, puis ont été réassemblées et testées.

## ARTICLE 6 - VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Les opérations de vérification sont définies aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Les décisions après vérifications sont telles que définies à l’article 30 du CCAG-FCS. En cas de décision d’ajournement ou de rejet, les délais d’exécution du marché ne sont pas interrompus ou suspendus.

## ARTICLE 7 - PENALITES

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l’organisme ou de la force majeure (cf. article 8.3 du présent document). L’organisme, par dérogation aux articles 14 et suivants du CCAG-FCS, peut appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

Défaut d’application d’une consigne ou d’un ordre de service	Le titulaire n’a pas tenu compte ou a appliqué partiellement une consigne ou un ordre de service notifié par écrit par l’organisme (courrier simple, e-mail ou télécopie).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré pendant lequel la consigne ou l’ordre de service n’est pas respecté et jusqu’à exécution conforme.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter : -du manquement constaté signalé au titulaire (pour la consigne) -de la date de notification (pour l’ordre de service)

  

Défaut d’information de l’organisme	Le titulaire ne respecte pas les obligations prévues aux articles 5.8 du présent document.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 € pour chaque manquement constaté par l’organisme, par tous moyens.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier manquement.



<b>Dépassement ou non-respect du délai de livraison</b>	Le titulaire dépasse le délai de livraison auquel il s'est engagé dans le cadre de réponse.
Montant des pénalités et application	Forfait égal à dix pour cent (10%) du montant € HT total de la commande par journée ouvrée de retard, dans la limite de 50% dudit montant.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard

<b>Retard dans la présentation d'un devis après demande d'un organisme</b>	Le titulaire dépasse le délai annoncé dans le cadre de réponse pour remettre un devis ayant fait l'objet d'une demande préalable.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

<b>Refus d'exécution du marché</b>	Après constat, puis injonction, ordre de service et/ou mise en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles par l'organisme et refus ou absence de réponse de la part du titulaire sous 48h.
Montant des pénalités et application	Forfait de 100 € HT, par refus ou absence de réponse constaté.
Point de départ des pénalités	Par constat effectué par l'organisme.

<b>Non-respect des engagements environnementaux et sociaux du titulaire dans le cadre de la prestation</b>	Le titulaire ne respecte pas les exigences ou est en contradiction avec ses engagements pris lors des déclarations sur sa politique environnementale et sociale indiquées dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter de la constatation du problème par les représentants de l'organisme.

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 50% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du prix du bon de commande concerné.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

## ARTICLE 8 - RESPONSABILITE – ASSURANCE – FORCE MAJEURE

### 8.1 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable des conséquences de l'exécution, mais aussi de l'inexécution totale ou partielle de ses obligations. Il est tenu responsable des dommages qui en découlent, dans les conditions indiquées à l'article 8 du CCAG-FCS et au présent document.

Il est également responsable des matériels, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposé à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des prestations et qui seraient la cause d'un préjudice subi par ce dernier.

Le titulaire est également responsable des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous-traitants) agissant dans le cadre de l'accord-cadre.

L'organisme se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter au débit du titulaire (après mise en demeure et présentation de la ou des factures afférentes) la réparation de ces dommages, sans préjudice des actions en responsabilités civiles et pénales pouvant être exercées à son encontre.

Les sommes notifiées au débit du titulaire ne sauraient faire l'objet d'une déduction des demandes de paiement afférentes au présent accord-cadre.

## **Dégradations et vols au préjudice de l'organisme**

Le titulaire doit prendre toutes mesures pour que l'état des locaux, meubles, machines, matériels qui sont propriétés de l'organisme soient préservés et ne soient pas détériorés par les prestations.

En cas de dégradation de son fait, le titulaire devra informer l'organisme dans les conditions de l'article 5.3 du présent document. Le titulaire est tenu responsable du montant des détériorations ou des vols dus à une malveillance de son personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa police d'assurance responsabilité professionnelle (cf. article 8.2 du présent document).

## **Dégradations et vols au préjudice du titulaire**

Le titulaire doit prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. L'organisme pourra exiger du titulaire, à tout moment de l'exécution du marché, le retraitement de ses matériels, à ses frais. L'ordre de service spécifiera le délai accordé au titulaire.

En cas de stockage de matériels du titulaire sur le site de l'organisme, les frais de réparation ou de remplacement des matériels détériorés ou détournés appartenant au titulaire pendant l'exécution des prestations ne pourront être imputés à l'organisme, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. L'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert.
2. Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé du titulaire ou d'une autre entreprise intervenante.
3. La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.
4. L'organisme s'est acquitté de ses obligations en matière de sécurité de son patrimoine immobilier (preuve apportée par tous moyens).

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements directs d'un ou plusieurs préposés de l'organisme sont pris en charge par cet organisme.

## **8.2 – Obligation d'assurance**

Les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS s'appliquent.

Les niveaux de garantie de la police d'assurance contractée par le titulaire doivent être suffisants afin de couvrir tout préjudice découlant de l'exécution de l'accord-cadre.

Sans préjudice des dispositions susvisées, l'attestation d'assurance est ensuite à produire annuellement, à date anniversaire de l'accord-cadre, dans un délai maximum d'un mois. Le titulaire doit prévenir l'organisme en cas de modification de la police d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la modification. A défaut de production de l'attestation ou de garantie suffisante, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

## **8.3 – Force majeure**

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les cinq jours calendaires qui suivent sa survenance.

## **ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE - SECURITE**

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, après mise en demeure préalable assortie d'un délai raisonnable (cf. article 11.2 du présent document).

### **9.1 – Obligation de confidentialité**

Les informations et renseignements fournis par l'organisme sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 06/08/2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue du marché ;

- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du marché.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution du marché, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

## **9.2 – Obligation de sécurité**

### **Dispositions préalables aux interventions**

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute intervention, le personnel du titulaire prendra contact avec le référent désigné par celui-ci, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'organisme. Ce personnel pourra, à la demande de l'organisme, être accompagné par un agent de ce dernier pendant ses interventions.

Le titulaire prendra toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des prestations à effectuer et devra en informer par tout moyen l'organisme.

### **Interventions non déclarées**

Aucune intervention du titulaire ne pourra être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'organisme. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'organisme, ses salariés ou ses usagers, de quelque nature que ce soit (cf. article 8.1 du présent document).

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

### **Sécurité des personnes**

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Cette obligation s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

### **Sécurité des matériels et des locaux**

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

### **Signalisation**

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'organisme, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

### **Plan de prévention**

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent marché.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution du marché, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous-traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque

les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous-traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

## **ARTICLE 10 – SOUS TRAITANCE**

La sous-traitance définie selon les dispositions de la loi n°75-1334 du 31/12/1975 ne peut être admise sur les fournitures objet de ce présent contrat comme le stipule l'article L2193-1 du code de la commande publique relatif à la sous-traitance. Seuls les services liés à ces fournitures pourront faire l'objet d'une sous-traitance définie aux articles L2193-2 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 11 - RESILIATION**

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 38 du CCAG-FCS. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation du marché. Celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

### **11.1 – Résiliation de plein droit**

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par le pouvoir adjudicateur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 42 du CCAG-FCS ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

L'organisme peut également résilier de plein droit et unilatéralement l'accord-cadre, sans motif préalable d'impossibilité absolue d'exécution par le titulaire ou de force majeure. Dans ce cas :

- Un préavis peut être négocié librement entre les parties ; celui-ci ne saurait toutefois être supérieur à un mois, à compter de la date de résiliation.
- Le titulaire dont l'accord-cadre a été résilié de cette manière bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 42 du CCAG-FCS.

### **11.2 – Résiliation pour faute du titulaire**

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 45 de ce même document. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article 41 susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- dans les cas prévus aux articles R2143-3 et suivants du code de la commande publique
- En cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent marché et après mise en demeure du titulaire par l'organisme.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis au bénéfice du titulaire.

### **11.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Elle obéit aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

### **11.4 – Résiliation pour dépassement de la clause de sauvegarde**

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde prévue à l'article 4.1 du présent document, le marché pourra être résilié de plein droit et unilatéralement par l'organisme, dans les conditions du marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

### **11.5 – Résiliation à la demande du titulaire**

Sans préjudice des dispositions de l'article 40.1 du CCAG-FCS, le marché ouvre la faculté, pour le pouvoir adjudicateur, de prononcer une décision de résiliation à la demande du titulaire, si les motifs de la demande ne lui apparaissent pas

incompatibles avec la satisfaction de ses besoins. En tout état de cause, l'acceptation du pouvoir adjudicateur est nécessaire pour prononcer la résiliation du marché.

Celle-ci peut s'accompagner d'un préavis librement négocié entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, sans que ce dernier puisse pour autant prétendre à une quelconque indemnité.

## 11.6 – Autres cas de résiliation

Les autres cas de résiliation du marché sont prévus par les articles 39.1, 39.2, 39.3 et 40.2 du CCAG-FCS. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## ARTICLE 12 – LITIGES – DROIT APPLICABLE

Les prescriptions des articles 46 et suivants du CCAG-FCS s'appliquent en matière de différends.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'Urssaf Normandie, dans les conditions définies par le décret n°2009-1455 du 27/11/2009, relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique.

## ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Article C.C.A.G.	Article C.C.P.	Objet
Article 4.1	Article 2	Pièces contractuelles – ordre de priorité
Article 14	Article 7	Pénalités

# Annexe 1 – Clause relative à la protection des données personnelles

L'Urssaf Normandie située à Rouen et représentée par sa Directrice,  
(ci-après, « **le responsable de traitement** ») d'une part,

ET

Le titulaire du présent contrat,  
(ci-après « **le Titulaire** »), d'autre part,

Les clauses de la présente annexe ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

## ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte des Urssaf membres du groupement de commande les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : fournitures de petits matériels et consommables informatiques.

## ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'URSSAF

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le Titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'Urssaf.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'Urssaf Normandie ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Titulaire devra en informer l'Urssaf sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le Titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le Titulaire doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le Titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'Urssaf préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le Titulaire se porte fort envers l'Urssaf du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le Titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf Normandie et accepté formellement par cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du marché, le Titulaire doit communiquer à l'Urssaf l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer l'Urssaf dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Urssaf ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'URSSAF VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

L'Urssaf s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

### **ARTICLE 4 - ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'URSSAF DE SES OBLIGATIONS**

Le Titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'Urssaf dans le cas où l'Urssaf mène, pendant la durée du marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

Il apportera également assistance à l'Urssaf pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **ARTICLE 5 - SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du marché, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'Urssaf, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

## **ARTICLE 6 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES**

Il appartient à l'Urssaf de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **ARTICLE 7 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES**

Le Titulaire doit aider l'Urssaf à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo.normandie@urssaf.fr](mailto:dpo.normandie@urssaf.fr)

## **ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire notifie à l'Urssaf Normandie toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données de l'Urssaf [dpo.normandie@urssaf.fr](mailto:dpo.normandie@urssaf.fr) et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Urssaf Normandie, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

## **ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du marché.

En outre, dans cette hypothèse, le Titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations de la présente annexe. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Normandie de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## **ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN D'ACCORD-CADRE**

Au terme du marché, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à :

Renvoyer toutes les données à caractère personnel à la personne désignée par l'Urssaf dans un format standard et facilement exploitable.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

## **ARTICLE 11 - DOCUMENTATION ET AUDIT**

Le Titulaire met à la disposition de l'Urssaf la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Urssaf ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.



## **ARTICLE 12 - MANQUEMENT DU TITULAIRE**

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 9 du présent CCP, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.